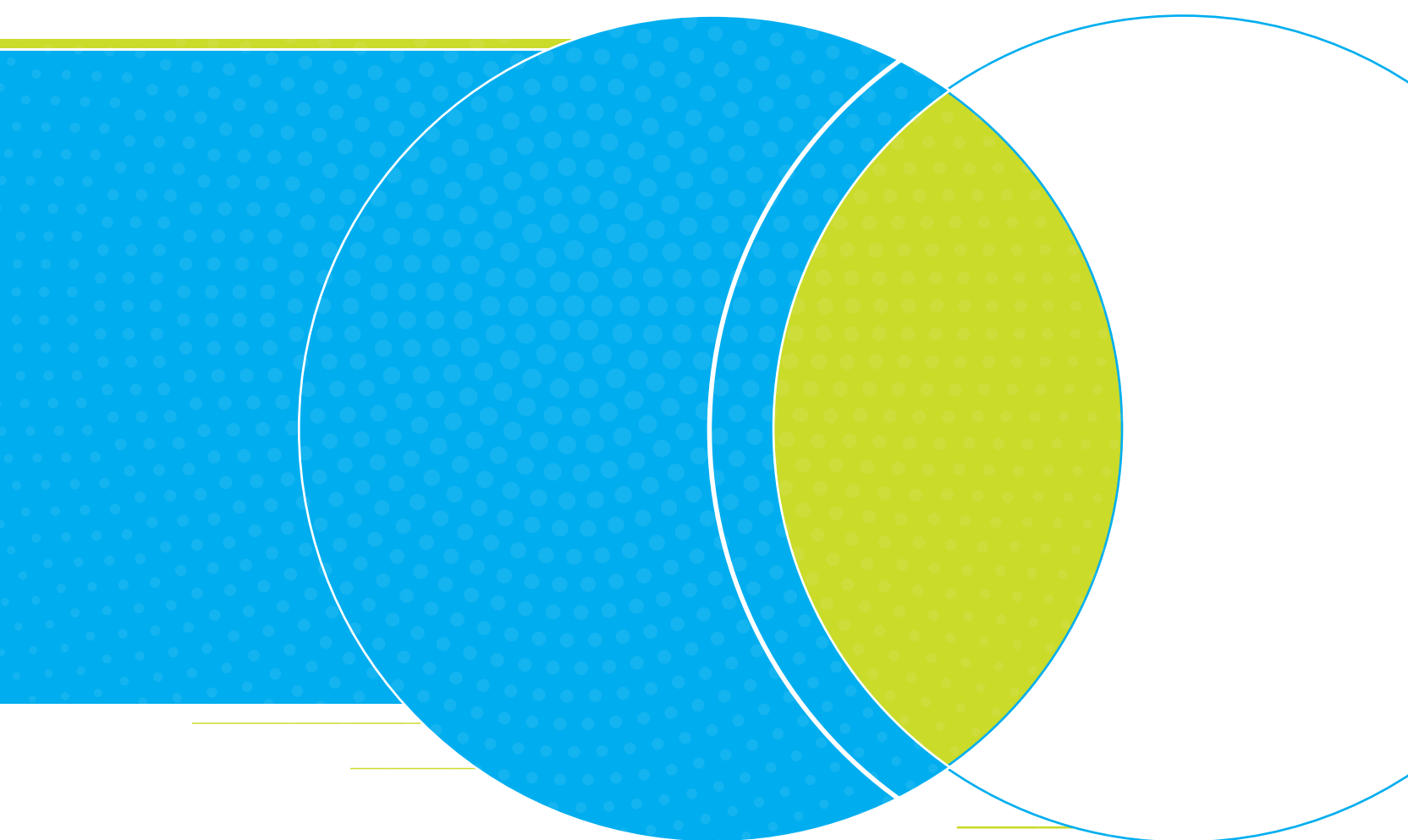


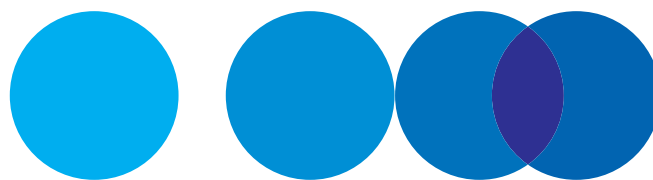


FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

PROGRAMME DE TRAVAIL



2019



France Stratégie remet aux pouvoirs publics et fait connaître à un public large, dans ses domaines de compétence (économie, société et politiques sociales, travail emploi et compétences, développement durable et numérique), des études éclairant les enjeux nationaux et européens de moyen et long termes. Aussi souvent que possible, ces études prennent en compte les dimensions territoriales des sujets traités, ainsi que les expériences étrangères. France Stratégie a également vocation à proposer des politiques permettant de faire face à ces enjeux. Ces études et propositions de politiques publiques font l'objet d'un programme annuel qui est rendu public.

En outre, France Stratégie :

- | coordonne les travaux d'évaluation *ex post* d'un certain nombre de politiques publiques et en rédige les avis (ordonnances réformant le droit du travail, avec la Dares ; diverses mesures en faveur des entreprises, comme le CICE, les autres aides aux entreprises suivies dans le cadre du Cosape, et les politiques d'innovation suivies par la Cnepsi ; stratégie de lutte contre la pauvreté ; fiscalité du capital) ;
- | anime un réseau d'organismes qui comprend le Conseil d'analyse économique (CAE), le Conseil d'orientation des retraites (COR), les Hauts Conseils de l'avenir de l'assurance maladie, du financement de la protection sociale, de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCAAM, HCFi-PS et HCFEA), et le CEPII ;
- | assure le secrétariat du Conseil national de la productivité (CNP), ainsi que celui du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) ;
- | héberge le Haut Conseil pour le climat qui lui est rattaché administrativement ;
- | assure le secrétariat permanent de la Plateforme RSE, plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises ;
- | élabore, en collaboration avec les administrations concernées, les méthodes d'analyse socio-économique des investissements publics, utilisées notamment pour l'examen de dossiers examinés par le SGPI ;
- | réalise avec la Dares la prospective des métiers et des qualifications (PMQ), dont la prochaine édition sera publiée en 2019 avec pour horizon 2030 ;
- | anime le Réseau Emplois Compétences (REC), qui réunit les acteurs territoriaux et de branche en charge de l'observation et de la prospective des emplois et des compétences.

Enfin, deux propositions d'études ont été adressées par le président de l'Assemblée nationale au Premier ministre, qui en a saisi France Stratégie ; elles porteront sur les dispositifs institutionnels de médiation et sur l'impact de l'immigration sur le dynamisme économique et l'équilibre des comptes sociaux.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2019

L'ensemble des études dont le lancement est envisagé en 2019 a un thème commun : permettre à la France d'avoir un modèle de développement soutenable dans toutes ses dimensions – économie, société, finances publiques, territoires et, bien sûr, environnement. L'impératif de la transition écologique impose en effet d'agir rapidement. Dans le cas de la France, pour espérer atteindre la neutralité carbone à horizon 2050, il faudra avoir considérablement transformé notre économie et nos modes de vie dès 2030, ce qui suppose d'engager des actions concrètes à court terme, c'est-à-dire à l'horizon de la fin de ce quinquennat, et de les inscrire dans une programmation de moyen terme.

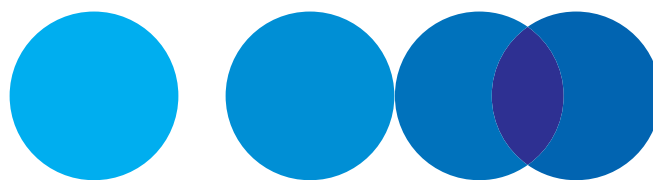
Cependant, cette soutenabilité environnementale ne sera pas atteinte si la transformation d'ampleur à opérer sur notre modèle productif ne va pas de pair avec un souci de soutenabilité économique, sociale et territoriale.

Ce contexte renouvelle le rôle de la puissance publique, qui doit promouvoir, avec une visée de long et très long termes, un cadre de cohérence pour les efforts de l'ensemble des acteurs, et contribuer à la mise en place immédiate et au long cours des bonnes incitations à agir. Le rôle de la puissance publique, pour pouvoir s'exercer pleinement, suppose en outre une trajectoire soutenable des finances publiques.

Les études que France Stratégie se propose de lancer en 2019 se déclinent en six têtes de chapitre :

- 1 | réussir la transition écologique vers un modèle de développement durable
- 2 | adapter le système productif aux défis du XXI^e siècle
- 3 | renforcer l'efficacité et l'efficience des politiques publiques
- 4 | faire baisser structurellement le chômage
- 5 | anticiper l'avenir du travail et de son organisation
- 6 | viser un développement harmonieux et diversifié des territoires





À chaque fois, après un bref constat, est présentée une liste d'études qui pourront être lancées en 2019, étant entendu que l'exercice verra également l'aboutissement de projets lancés antérieurement.

1 RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE VERS UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE

CONSTATS

Dérèglement climatique, perte de biodiversité, surexploitation des ressources naturelles (eau, terres, métaux, ressources halieutiques, etc.), pollutions de l'air et de l'eau, autant de constats qui nous imposent de faire évoluer notre modèle de développement et d'inscrire les questions environnementales au centre de l'élaboration de toutes les politiques publiques.

Le gouvernement s'est fixé, notamment *via* les Plans climat et biodiversité ainsi que *via* la feuille de route pour l'économie circulaire, des objectifs ambitieux : neutralité carbone à horizon 2050, pas de perte nette de biodiversité, zéro artificialisation nette, diminution par deux de l'usage des pesticides... Les outils à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs sont encore largement à définir et à préciser. L'objectif de France Stratégie est de contribuer à le faire pour un certain nombre d'entre eux.

ÉTUDES ENVISAGÉES

- Pour les principaux secteurs concernés (transport, agriculture, logement et énergie), modalités permettant d'inscrire l'économie française sur la trajectoire définie par la stratégie nationale bas-carbone ; leviers à utiliser (normes/régulation, taxes/subventions, investissements publics, financements publics et privés, réglementations européennes...) pour enclencher ou accélérer la transformation d'envergure à opérer par les acteurs concernés en prenant en compte les impacts sociaux et sur la productivité.
- Étude de la transition agro-écologique : scénarios d'évolution possible de l'agriculture française, caractérisation des coûts

et bénéfiques de cette transition à l'échelle des exploitations agricoles, principes d'une réforme de la politique agricole commune visant à accroître les performances économiques, sociales et environnementales de l'agriculture européenne.

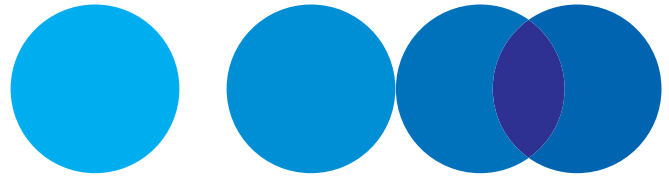
- | Impact environnemental du numérique et pistes de réflexion sur les moyens de le limiter.
- | Méthodes permettant de limiter notre consommation de ressources et de promouvoir le recyclage dans une perspective d'économie circulaire.
- | Modalités et horizon de temps pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette des terres ; plus généralement, mesures de protection de la nature et de la biodiversité.
- | Incitations à mettre en place pour orienter les comportements individuels en faveur de la transition écologique.
- | Possibilité et opportunité de mettre en place un suivi et un affichage large des contenus en CO₂ et, plus généralement, des impacts environnementaux des biens et services ; articulation avec une possible prise en compte tarifaire des contenus carbone des importations, au niveau français comme au niveau européen.

ADAPTER LE SYSTÈME PRODUCTIF AUX DÉFIS DU XXI^E SIÈCLE

CONSTATS

La base productive de l'économie nationale fait face à des mutations de grande ampleur sous l'effet du progrès technique, des nouveaux modèles d'affaires et de la concurrence des pays émergents, en particulier de la Chine, dans un contexte de grandes tensions sur les échanges commerciaux internationaux. Si la France et plus largement l'Europe ne veulent pas subir une perte de substance économique, il est nécessaire de renouveler notre approche. C'est une question essentielle pour la croissance future, et donc pour les emplois et les niveaux de vie, ainsi qu'un enjeu de souveraineté et de soutenabilité.





Plutôt que de reproduire les instruments de la politique industrielle en France en vigueur jusqu'aux années 1990 (commandes publiques, restructurations industrielles dans des secteurs dont les principales entreprises avaient été nationalisées, etc.), il s'agit de trouver de nouveaux instruments permettant de renforcer l'efficacité des investissements dans la R&D et la production afin d'améliorer la compétitivité de l'économie française, face à un contexte concurrentiel profondément transformé et une contrainte environnementale prégnante.

Ce thème pourra conduire aussi bien à des travaux dédiés à l'analyse de secteurs particuliers qu'à des travaux plus transversaux. La plupart des travaux auront une forte teneur européenne et un lien avec les questions d'environnement. Plusieurs intéresseront le CNP. L'objectif est d'identifier des approches pouvant bénéficier d'un soutien suffisant en Europe pour pouvoir être mises en œuvre à l'échelle du continent, en s'insérant dans un cadre juridique international et européen éventuellement à revisiter.

ÉTUDES ENVISAGÉES

- | Les secteurs porteurs en 2030 (PMQ).
- | Impact du CIR sur les dépenses de R&D, la performance des entreprises et l'économie.
- | Politiques permettant à la France et à l'Europe de rester dans la course pour la production à grande échelle du véhicule électrique.
- | Propriété économique et valorisation en Europe des données industrielles, agricoles et commerciales : gouvernance et stratégies pour les protéger, notamment vis-à-vis des équipementiers de pays tiers (Chine, États-Unis...).
- | Stratégie pour l'industrie spatiale européenne à l'heure du New Space.
- | Performance du droit des entreprises en difficulté en France.
- | Compétences au sein de l'entreprise et productivité : comment l'engagement des entreprises dans la formation initiale et continue peut être un levier de performance (étude des cas allemand et danois).

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE NOS POLITIQUES PUBLIQUES

CONSTATS

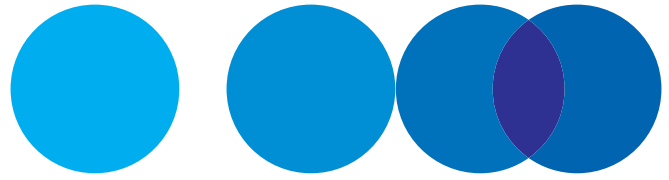
Avec un niveau de dépenses publiques nettement plus élevé que celui des pays comparables, les résultats des politiques publiques menées en France sont, dans une série de domaines, décevants par rapport aux moyens engagés (emploi, déterminisme social des inégalités...). Par ailleurs, la transformation profonde de notre modèle productif, l'évolution de certains risques sociaux comme la montée des risques géopolitiques font émerger de nouveaux besoins en matière de politiques publiques.

À l'heure où le gouvernement s'est engagé à réduire le déficit public, le poids de la dette, celui des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques, quels sont les leviers disponibles pour atteindre ces objectifs, tout en améliorant la performance de notre pays en matière d'emploi et de lutte contre les inégalités de situation et de destin ? Comment réussir la transition écologique dans le cadre du respect de ces trajectoires de finances publiques ?

ÉTUDES ENVISAGÉES

- | Trajectoires permettant d'atteindre en 2022 l'ensemble des objectifs fixés sur la dépense publique, les prélèvements obligatoires, le déficit et la dette.
- | Optimisation des aides publiques à l'économie (investissement public, aides à l'emploi, à l'innovation, à l'investissement, crédits d'impôts) et extension des évaluations de politiques publiques les concernant.
- | Comparaison internationale sur le « contenu en emploi » des politiques sociales.
- | Trajectoire pour les dépenses sociales d'ici à 2030.
- | Comparaison internationale sur les inégalités primaires de revenu (celles qu'on mesure avant l'intervention du système socio-fiscal) et l'efficacité du système de redistribution.





- | Rôle du patrimoine et de sa fiscalité dans les inégalités.
- | Adaptation des moyens scolaires aux inégalités entre élèves.
- | Impact des politiques de réduction du déficit public sur les inégalités : éléments de comparaison internationale.

4 FAIRE BAISSER STRUCTURELLEMENT LE CHÔMAGE

CONSTATS

Notre taux de chômage est de longue date plus élevé que celui que connaissent nos homologues européens. Ce constat ne doit pas conduire à accepter cette situation, et les moyens de faire baisser structurellement le chômage doivent être constamment recherchés. La notion de chômage structurel renvoie souvent à une lecture étroite du « marché du travail », focalisée sur l'offre de travail. Mais réduire structurellement le chômage doit conduire à s'interroger plus largement sur ce qui fait que l'économie française ne génère pas suffisamment d'emplois pour absorber la dynamique de sa population.

En 2019, l'accent sera porté dans l'analyse sur la demande de travail. Au-delà de la question du coût du travail qu'il faut continuer d'étudier, il s'agit d'examiner ce qui pourrait contribuer à créer de nouveaux emplois : accès à de nouveaux marchés, taille et structure de détention du capital des entreprises, gestion des ressources humaines, prospective métiers.

Certains des projets envisagés contribueront aux travaux du COE, qui a notamment pour mission de formuler un diagnostic sur les causes du chômage et de formuler des propositions afin de lever les obstacles de toute nature à la création d'emplois.

ÉTUDES ENVISAGÉES

- | | Efficience des politiques d'abaissement du coût du travail : bilan sur longue période et enseignements à tirer.
- | | Accès à de nouveaux marchés *via* notamment une concurrence accrue sur le marché des biens et services (levée de barrières à l'entrée).
- | | Comprendre le défaut de croissance des PME françaises (en particulier en comparaison avec l'Allemagne).
- | | Comprendre les stratégies d'investissement des multinationales françaises et les enjeux pour l'emploi et la base productive.
- | | En lien avec l'exercice PMQ : opportunités d'emploi liées à la transition numérique et à la transition écologique (focus sur l'agriculture).
- | | Évolution des pratiques de gestion RH des entreprises (formation, recrutement, GPEC, qualité du management, lutte contre les discriminations).

5

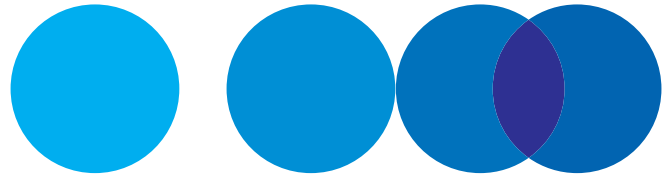
ANTICIPER L'AVENIR DU TRAVAIL ET DE SON ORGANISATION

CONSTAT

Le travail se transforme, évolue tant dans son contenu que dans ses formes. La norme du salarié en CDI à temps plein, si elle reste majoritaire, voit sous l'impact de différentes mutations économiques et sociales, techniques et juridiques, de nouvelles formes d'emploi la déstabiliser : contrats courts, temps partiel, et plus récemment des formes de travail intermédiées ou à la frontière du salariat et d'autres formes d'activités.

Dans la poursuite de travaux entamés en 2015 sur l'avenir du travail, il s'agit de continuer à observer les évolutions en cours de l'emploi sous toutes ses formes pour en identifier les enjeux économiques, politiques et sociaux, et leur impact sur le travail et les protections qui y sont associées.





ÉTUDES ENVISAGÉES

- | Modèles innovants d'organisation du travail tout au long de la vie conciliant flexibilité du travail et conciliation des temps de vie (comparaison internationale : Pays-Bas, Allemagne...).
- | Conciliation du travail et des autres activités : panorama des formes d'emplois à la frontière du salariat et du bénévolat : quelles questions juridiques et quels droits sociaux associés.
- | Analyse des enjeux économiques et sociaux autour du micro-travail (travail à la tâche réalisé par des prestataires recrutés en grand nombre sur des plateformes numériques).
- | Les évolutions du statut de cadre. Avec l'élévation du niveau moyen de qualification, la croissance prévue du nombre de cadres et la tendance à l'universalisation de la protection sociale, le statut de cadre a-t-il encore une spécificité ?

6

VISER UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX ET DIVERSIFIÉ DES TERRITOIRES

CONSTATS

France Stratégie a contribué à faire connaître le constat de la dynamique de l'emploi dans les métropoles depuis le tournant des années 2000. Par la suite, le débat public s'est porté vers la question des inégalités territoriales selon des axes très divers.

Il s'agit ici d'aborder ces questions dans toute leur diversité (dynamiques économiques, dimensions démographiques, sociales et environnementales, politiques publiques, organisation institutionnelle des pouvoirs publics intervenant au niveau local, outils de coordination des actions publiques au niveau local, mécanismes de péréquation...) avec l'ambition d'en tirer une synthèse utile à l'action publique, et en intégrant une dimension de prospective dans toutes ces analyses.

ÉTUDES ENVISAGÉES

- | Comparaison des conditions de vie (matérielles ou non : coût de la vie incluant le coût à se loger, les taxes et les biens et services les plus courants ; conditions de transport ; accès au logement ; disponibilité des services publics ; aménités environnementales ; mobilité) et leur soutenabilité dans différents territoires français ; comparaison de ces inégalités territoriales avec celles que connaissent d'autres pays.
- | Instruments permettant d'articuler le développement des métropoles avec celui des territoires environnants.
- | Étude des caractéristiques des bassins d'emploi à chômage durablement élevé ou durablement faible, des politiques qui y sont menées et de leurs effets, ainsi que des conclusions pouvant en être tirées à leur échelle, et, le cas échéant, à des échelles plus larges.
- | Impact du numérique (accès au très haut débit en particulier) sur le développement économique et social des territoires.
- | Poursuite des études sur la dimension territoriale des inégalités de destin.
- | Évolution de la ségrégation spatiale en France.
- | Impact de la coopération entre acteurs publics, et entre acteurs publics et privés des territoires sur le développement économique et social : élaboration de méthodes d'évaluation et partage avec les acteurs locaux.



RETROUVEZ LES DERNIÈRES ACTUALITÉS DE FRANCE STRATÉGIE SUR :



www.strategie.gouv.fr



[@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)



[france-strategie](https://www.linkedin.com/company/france-strategie)



[FranceStrategie](https://www.facebook.com/FranceStrategie)



[@FranceStrategie_](https://www.instagram.com/FranceStrategie_)



[StrategieGouv](https://www.youtube.com/StrategieGouv)

Contacts presse :

Jean-Michel Roullé

directeur du service Édition-Communication-Événements

01 42 75 61 37 - 06 46 55 38 38

jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Charlotte Cougny

Chargée des relations presse

01 42 75 60 39 - 06 72 31 33 14

charlotte.cougny@francestrategie.eu

Impression :

France Stratégie, Février 2019



FRANCE STRATÉGIE

France Stratégie est un organisme d'études et de prospective, d'évaluation des politiques publiques et de propositions placé auprès du Premier ministre. Lieu de débat et de concertation, France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions. Elle donne à ses travaux une perspective européenne et internationale et prend en compte leur dimension territoriale.